

On craint que les pertes canadiennes n'aient été élevées, à Dieppe

On attend ici les listes, surtout des Fusiliers Mont-Royal

Les nôtres se sont battus furieusement, sur le sol français occupé par l'Allemand — Nombreux officiers canadiens portés disparus ou morts au feu — Les Allemands prétendent tenir près de 2,100 prisonniers et blessés britanniques, dont plus de 60 officiers — Position critique, à Leningrad — La route du golfe Persique est en danger

La presse canadienne et la mobilisation générale annoncée par M. King

Les nouvelles déjà venues au sujet de Dieppe font prévoir de longues listes de morts et de blessés, ainsi que de disparus. Tous les correspondants qui décrivent ce qui s'est passé sur le littoral dieppois et dans les environs ne manquent pas de signaler que le combat a été acharné, que les pertes ont été considérables et que si les soldats canadiens sont rentrés victorieux en Angleterre, plusieurs des leurs sont restés en terre française, ou s'en iront dans les camps de prisonniers allemands. Il fallait s'attendre à cela. Un débarquement tel que celui de cette semaine sur la côte normande, et qui est une sorte de préliminaire à de grands essais d'invasion à venir, ne saurait prendre tout à fait par surprise l'adversaire, qui se prépare de son côté à repousser toute tentative de ce genre. M. Ralston, ministre de la Défense nationale au Canada, n'a pas manqué de préparer les esprits, chez nous, aux premières listes des pertes subies. Déjà plusieurs familles ont été prévenues du sort de certains de leurs membres qui faisaient partie de l'expédition sur Dieppe. Elles sont assurées de la sympathie canadienne en bloc.

Londres n'a pas encore donné le nombre des forces groupées en vue de l'attaque sur Dieppe. Berlin, pour sa part, les place à un niveau élevé et tente de faire croire, tant en France qu'à l'extérieur, qu'il s'agit d'une invasion repoussée par les Allemands, alors qu'en fait l'état-major anglais avait prévenu les Français des régions occupées de ne point se mêler de l'affaire, car ce n'était qu'une expédition destinée à un coup de main et à des objectifs limités. Berlin prétend avoir fait autour de Dieppe et à Dieppe 2,095 prisonniers britanniques y compris les blessés, ne parle pas des morts, et avait commencé par parler de 1,500 en tout et partout. De ces 2,095 prisonniers, 617 auraient reçu des blessures plus ou moins graves. D'autre part les dépêches de provenance anglaise parlent de plusieurs Allemands capturés et amenés en Angleterre, où il a fallu créer un camp pour eux dans une région où il n'y en avait pas encore. Il y aurait eu des officiers allemands pris par des Canadiens. D'après les apparences, le régiment de langue française des "Fusiliers Mont-Royal", qui se lança dans la bagarre, a lui aussi subi de durs coups. Vichy raconte qu'il y aurait eu 3 ou 4 divisions anglaises au large de Dieppe, prêtes à descendre à terre, en vue de créer une tête de pont, s'il y avait eu moyen pour la division qui serait descendue la première à terre de s'y agripper solidement. Rien ne confirme cette information, répandue sans doute afin de faire croire en Europe continentale que Berlin a déjoué une tentative d'invasion imaginée depuis dix longs mois. Mais ce que l'on sait déjà, de sources britanniques, montre avec quels soins il faudra préparer la véritable invasion, si l'on veut éviter qu'elle tourne mal et en assurer le succès incontestable. Les premières troupes qui débarqueraient subiraient des pertes quasi inimaginables, à ce qu'on peut en juger par ce qui vient de se passer à Dieppe. La censure canadienne commence de laisser passer des noms d'officiers perdus ou disparus: ainsi rien que le régiment écossais d'"Essex" (de la ville de Windsor, Ontario) a perdu son officier commandant, le lieutenant-colonel Jaspersen, deux majors et deux capitaines, soit cinq de ses officiers supérieurs, et ce n'est que le commencement de la liste, pour ce seul régiment. Ils sont tous les 5 portés disparus, avec la note laconique: "on croit qu'ils ont été tués au feu". On voudra penser qu'une partie des disparus auront été plutôt faits prisonniers que tués par l'ennemi, bien qu'on raconte dans une dépêche que plusieurs Canadiens pris par l'Allemand, dans les rues de Dieppe, ont été abattus sur-le-champ, en contravention des usages de la guerre entre pays civilisés.

EN RUSSIE

D'après une dépêche de l'avant-midi, la bataille fait rage sur plusieurs points du territoire russe. Des bulletins signalent des replis d'ordre stratégique, chez les armées soviétiques, notamment à Krasnodar et à Pyatigorsk. La défense reste vigoureuse et garde son terrain, dans le secteur de Stalingrad. C'est une ville industrielle considérable, un centre ferroviaire d'importance, un point d'ordre stratégique et les Russes attachent une valeur d'ordre sentimental autant qu'économique à la possession de Stalingrad, qui porte le nom du chef russe présent, Joseph Staline, alors qu'autrefois cette place s'appelait, sous le régime tsariste, Tsaritzyn. Il y a déjà un mois que les Allemands tentent d'encercler et de prendre la ville. L'ennemi est à 40 milles environ, au delà du Don, de la ville elle-même, et des détachements allemands ont déjà franchi le fleuve. Attaqués par les Russes, ils n'ont pas été détruits, admettent ceux-ci et cela devient assez inquiétant, car si les Allemands réussissent à prendre pied pour tout de bon du côté est du Don, région dans laquelle se trouve Stalingrad, sur la Volga, la position de cet endroit stratégique ne tardera pas à devenir très critique. On entretient déjà des craintes à ce sujet, à Moscou. Il y a bien un an qu'une autre grande ville russe, Leningrad, tient contre l'Allemand, — c'était, autrefois, Saint-Petersbourg, puis Pétrograd, aux premiers temps de la révolution bolcheviste de 1917, et c'est devenu Leningrad depuis la mort de Lénine, — mais il n'y a pas pour protéger Stalingrad les fortes barrières naturelles qui ont jusqu'ici aidé à sauver la ville impériale d'autrefois bâtie sur la Néva. Des critiques militaires alliés sont sous l'impression, — exprimée en particulier par celui du "Times" de New-York, Hanson Baldwin (chronique du 19 août) que la Russie vient d'entrer dans la période la plus critique de sa guerre, et que d'ici que les brouillards, les pluies et le froid de l'automne et du début de l'hiver prochains surviennent pour tout de bon, Moscou aura fort à faire de ne pas perdre la partie. En six ou huit semaines, dit-il, les Allemands

ont avancé de 300 à 400 milles, ils atteignent le Caucase, ils ne sont plus qu'à quelques dizaines de milles de la Volga et de la mer Caspienne, ils se rapprochent vite d'Astrakhan, de Grozny et de Bakou, et s'ils touchent Astrakhan ainsi que le delta de la Volga, ils peuvent réussir à couper la ligne de secours anglo-américaine sur le golfe Persique par laquelle les Russes reçoivent de considérables approvisionnements alliés. S'il fallait que la Russie n'eût plus, pour contact avec l'extérieur, que les ports arctiques de Mourmansk et d'Arkhangelsk, cela deviendrait terrible, car l'hiver rend la route de la mer Blanche presque impraticable.

LA MOBILISATION GENERALE CANADIENNE

La presse canadienne en général traduit l'impatience du public de savoir au juste de quoi il retournera, au sujet des nouveaux règlements de la mobilisation générale dont M. King a parlé une demi-heure mercredi soir, à la radio. Tous reconnaissent que la loi étant la loi, il faut s'y soumettre, si grandes puissent être les exigences nouvelles du gouvernement. Il a tous les pouvoirs, il peut en user à fond et personne ne saurait se risquer à déconseiller au public l'obéissance à la loi. Ce qui importe, c'est que le public connaisse au plus tôt, ainsi que le note déjà le "Droit" (20 août), quelles charges nouvelles on lui imposera. Un journal ministériel, le "Soleil" de Québec (20 août: "Il faut se soumettre à la loi"), écrit, après avoir conseillé à ses lecteurs de se conformer aux nouvelles dispositions qu'on leur fera connaître bientôt, et exprimé l'opinion qu'on devra procéder "avec intelligence, avec équité et même avec humanité", qu'il "se garde bien d'approuver le principe et l'étendue de la loi de mobilisation telle qu'elle a été amendée à la dernière session" (alors que M. King en a fait retrancher la clause qui limitait le service militaire obligatoire à la seule défense territoriale du Canada). Le "Soleil" ajoute: "Les pouvoirs conférés au gouvernement canadien sont presque sans limites. Ils dépassent ceux du gouvernement des Etats-Unis, sinon ceux du gouvernement anglais". Après un couplet sur "la sagesse de M. King et de ses collègues", en lesquels il faudrait avoir confiance, et un autre sur "l'espoir qu'ils n'abuseront pas de leur autorité", le "Soleil" écrit: "Mais cet espoir deviendrait précaire si le premier ministre disparaissait de la scène fédérale, et surtout s'il était remplacé par un impérialiste outrancier comme ceux qui prétendent que l'Angleterre a droit de compter sur le sacrifice total des ressources du Canada jusqu'au dernier homme. Tant pis pour les esprits légers qui ne voient pas ce danger poindre à l'horizon politique". Enfin, le "Soleil" y va précautionneusement de quelques mots sur le "bouleversement social qui peut résulter de l'application de la présente loi" [de mobilisation 1940] conférant au gouvernement canadien des pouvoirs sans limites.

A Ottawa, il y a quelques heures, la directrice adjointe (section féminine) du service national sélectif, madame Rex Eaton, vient de dire, selon une dépêche de la "Canadian Press", que "l'enregistrement des femmes de 20 à 24 ans va commencer le 14 septembre, pour qu'on sache combien il y a de femmes non mariées disponibles, qu'on pourrait employer dans les industries de guerre où l'on manque déjà de main-d'œuvre. "Autant que possible, nous épargnerons ces sortes d'emplois aux femmes mariées qui ont des enfants. Nous avons jusqu'ici accepté des femmes de cette catégorie, parce que nous n'avions pas de réservoir bien délimité de femmes non mariées où pouvoir puiser", ajoute madame Eaton, parlant devant des déléguées de 21 associations nationales de femmes. Madame Eaton déclare que "l'enregistrement sera obligatoire tant pour les femmes mariées que pour les célibataires, mais qu'il n'y aura pas d'obligation pour les femmes d'accepter des emplois. — National selective service will be purely directive", dit-elle. A remarquer que madame Eaton dit qu'"autant que possible" on évitera de mobiliser les femmes mariées qui ont des enfants. Cela ne lie pas autrement la Commission du service national sélectif, car elle a les pouvoirs les plus absolus, qui lui sont délégués par le gouvernement, aux termes de la loi de mobilisation générale de 1940. Il y a lieu de souhaiter qu'elle laisse chez elles les mères de famille, qui sont le pivot du vrai foyer, dans notre province peut-être encore plus qu'ailleurs, certainement plus qu'aux Etats-Unis, où, du reste, on a renoncé il y a quelque temps, et du moins pour plusieurs mois, à la mobilisation des femmes pour service dans les établissements industriels. Il avait été question d'un enregistrement tel que celui de septembre prochain chez nous, mais Washington a ajourné indéfiniment ce projet. "As a nation, we are not yet more than ankle deep in the war", a dit de son pays, à Washington, le congressman Tolan, de l'Etat de Californie. Nous y sommes, au Canada, déjà plus qu'à la hauteur de la cheville. — G. P.

21-VIII-42

Les Suédois de plus en plus antinazistes

Selon M. Johan-Ludwig Mowinkel, ancien premier ministre de la Norvège, de passage à Montréal, la Suède, pays neutre, devient de plus en plus antinaziste et se rend compte que la résistance de la Norvège au régime hitlérien est sa propre lutte à elle-même. Les Suédois sont démocrates et fervents de la liberté. Ils voient ce qui leur arriverait s'ils subissaient jamais le même sort que les Norvégiens. Les journaux suédois protestent tous les jours contre les actes des Allemands en Norvège.